



Enjeux économiques pour la coalition en Allemagne

Par Juba IHADDADEN

Le 26 septembre 2021, le Parti social-démocrate (SPD) d'Olaf Scholz arrivait en tête des élections fédérales allemandes, devançant l'Union chrétienne, composée de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de l'Union Chrétienne-Sociale de Bavière (CSU), menée par Armin Laschet. Ce scrutin était très attendu dans la mesure où son issue allait déterminer qui occuperait la chancellerie allemande, poste occupé sans interruption pendant 16 ans par Angela Merkel.

Ces élections ont donc été marquées par le retour en force des sociaux-démocrates, le résultat le plus mauvais des démocrates-chrétiens depuis l'après-guerre et l'émergence des Verts en tant que force politique substantielle. Les libéraux, dont le parti est le FDP, se maintiennent à 11% et confirment ainsi leur place centrale dans l'échiquier politique allemand. De son côté, l'AfD, parti d'extrême-droite, stagne à 10% des suffrages. Enfin, Die Linke, la gauche radicale, perd la moitié de ses voix par rapport à 2017 et recueille 4,5% des suffrages.

En regardant plus en détail la structure des votes, plusieurs enseignements peuvent être tirés :

- Primo, les partis en tête chez les moins de 30 ans sont les Verts et le FDP ;
- Secundo, en ex-Allemagne de l'Est, les partis contestataires (AfD et Die Linke) réalisent le double de leur score national (en pourcentage).

Après deux mois de négociations, le gouvernement de coalition formé par le SPD, les Verts et le FDP a été investi par la chambre basse allemande, le Bundestag, le 8 décembre.

Un dynamisme économique menacé par des facteurs structurels

Avant d'évoquer le programme de la coalition, quelle est la situation économique du pays après 16 ans d'hégémonie des chrétiens-démocrates de la CDU ?

L'Allemagne est incontestablement la première puissance économique européenne :

- Elle possède une base industrielle solide. En 2019, 24% de la richesse produite en Allemagne était issue de l'activité industrielle, contre 12,5% en France. Cette solidité constituée par l'existence d'un réseau de PME (le "mittelstand") exportatrices ;
- Le taux de chômage structurel y est faible. Cela s'explique par l'existence d'une d'un système d'apprentissage développé qui accueille 60% d'une classe d'âge à l'issue de la scolarité obligatoire ;
- Les ménages y sont de moins en moins endettés.

Cependant, le pays est confronté à de nombreuses problématiques structurelles qui menacent sa croissance et son développement futur :

- La diminution de la population active, causée par le vieillissement de la population, malgré la politique ouverte en matière d'immigration. Selon l'Office fédéral

allemand de la statistique, l'Allemagne a perdu 12000 personnes entre 2020 et 2019 : le solde migratoire (nombre d'immigrés moins les émigrés) n'a pas compensé la baisse du solde des naissances (le nombre de décès a été supérieur à celui des naissances) ;

- Le système bancaire est peu rentable et constitué d'une multitude d'acteurs avec 2,2 établissements pour 100 000 habitants, contre un ratio de seulement 0,7 en France¹ ;
- Les contraintes de capacité productive, des infrastructures défaillantes notamment en matière d'accessibilité à l'internet et le faible développement du capital-risque limitent les gains de productivité.

Ainsi, le pays a un besoin d'investissement structurel que les acteurs financiers privés n'arrivent pas à combler.

A l'aune de ces problématiques, quelles sont les réponses économiques apportées par la coalition ?

L'accord de coalition repose principalement sur la hausse du salaire minimum et l'accélération de la sortie du charbon, dans le cadre d'un statu quo en matière de fiscalité et du maintien des efforts budgétaires pour endiguer l'endettement. Chaque parti formant la coalition a obtenu des avancées dans les causes qu'il défend.

Sur l'investissement dans les infrastructures, la coalition envisage de créer de nouvelles liaisons ferroviaires à grande vitesse, de développer le réseau national de fibre optique et d'initier la construction de 400 000 nouveaux logements par an.

Aussi, deux principales mesures sociales ont été obtenues par les sociaux-démocrates. Elles concernent la hausse du salaire minimum horaire légal à 12 € de l'heure (contre 9,5 € aujourd'hui) et le maintien du niveau actuel des retraites à 48% du salaire net.

Concernant la transition écologique, les Verts ont obtenu l'abandon anticipé du charbon d'ici à 2030. Le gouvernement précédent avait fixé un objectif à 2038. Le nouveau gouvernement accélérera le développement des énergies renouvelables grâce à l'utilisation systématique des nouvelles surfaces de toitures pour l'exploitation de l'énergie solaire. 2% de la surface terrestre du pays sera mise à disposition pour l'exploitation de l'énergie éolienne.

Mais, comment financer ces mesures ?

Si les mesures annoncées semblent adéquates pour répondre à une partie des défis structurels rencontrés par le pays, se pose la question de leur financement. En effet, en matière de fiscalité, un statu quo a été acté : il n'y aura pas de hausse d'impôts. Les sociaux-démocrates et les Verts ont ainsi abandonné la réintroduction de l'impôt sur la fortune. En contrepartie, le FDP a renoncé à la suppression complète de la taxe de solidarité initiée pour financer la réunification du pays.

L'autre levier qui pourrait être utilisé pour financer ces mesures est celui de la dette publique. Pourtant, le FDP, qui ont obtenu le ministère des finances et renforcé leur place au centre de l'échiquier politique allemand, ont réussi à acter la prééminence de l'orthodoxie budgétaire. Cela compromet donc une éventuelle déviation par rapport aux règles du pacte de stabilité.

Finalement, les deux pistes de financement qui devraient être retenues sont :

- *Primo*, le recours à des financements via des organismes publics dont les emprunts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de l'Etat. C'est le cas de la

¹ <http://www.revue-banque.fr/banque-detail-assurance/article/les-trois-piliers-systeme-bancaire-allemand>

- banque publique KfW, du Fonds pour l'énergie et le climat et de la Deutsche Bahn, entreprise de transport qui pourrait financer le développement du rail ;
- *Secundo*, la mise à contribution des entreprises privées. Cependant, il convient de se demander comment le gouvernement compte les inciter à investir et à flécher les sommes mises en jeu vers des projets impactants.

Que faut-il retenir de ce pacte gouvernemental ?

Incontestablement, le cadre actuel du pacte de stabilité et de croissance qui encadre le déficit et la dette impose une approche économique pragmatique qui fait déjà consensus au sein de la coalition. Cependant, les quelques marges de manœuvre existantes seront employées à investir dans la transformation écologique et numérique du pays. Une nécessité dans un pays où la population et les infrastructures vieillissent.